

## **Communiqué de presse.**

### **Nous n'avons pas le droit d'oublier la leçon de Tchernobyl.**

Vingt quatre ans se sont écoulés depuis la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986). Par ses dimensions et ses conséquences, l'explosion du réacteur n° 4 de la centrale constitue sans aucun doute la plus grande catastrophe technologique de l'histoire.

Cent milliards de milliards de Bq de matières radioactives (au moins 200 isotopes différents) ont été dispersés dans l'atmosphère. Les retombées du nuage ont contaminé la plus grande part de l'hémisphère Nord.

Les pays riverains de la centrale de Tchernobyl ont cependant été les plus touchés. C'est ainsi que la Biélorussie dans sa quasi-totalité, un quart du territoire ukrainien et plus de 50 000 km<sup>2</sup> de la Russie d'Europe ont été contaminés par des radio-isotopes à vie longue (césium 137) à des niveaux très élevés. Même en Europe de l'Ouest, certaines régions sont à ce jour encore contaminées par la radioactivité notamment au nord de la Scandinavie, en Allemagne, en Ecosse et en Pologne, au point que certains produits qui en sont originaires restent impropres à la consommation (gibier, poisson, champignons), de l'aveu même de la Commission européenne.

L'impact sur la santé humaine.

Les conséquences pour la santé des populations ont été systématiquement sous-estimées voire occultées non seulement par les gouvernements mais surtout par les organismes internationaux en charge du contrôle nucléaire.

Les premières prévisions officielles annonçaient quelques cas supplémentaires de cancers lesquels n'auraient dû se manifester qu'après 10 ans au moins.

Les faits ont démontré l'absurdité de ces prévisions. Aujourd'hui, les mêmes instances ont fini par concéder que quelques milliers de cas de cancer de la thyroïde ont touché les enfants dans les régions les plus

contaminées. Cependant, au total, l'accident aurait selon elles provoqué au total moins de 10 000 morts, le nombre de malades ne dépassant pas 200 000.

Ces chiffres publiés par l'OMS (sous contrôle de l'AIEA) sont scandaleusement sous-estimés et passent sous silence des faits mis à jour et publiés par des scientifiques indépendants, dont de nombreux experts des pays les plus touchés (Biélorussie, Ukraine) (publication en russe par Alexeï Yablokov, Vassili Nesterenko et Alexeï Nesterenko)

L'analyse des données relatives à la Biélorussie, à l'Ukraine et à la région de Russie la plus proche de Tchernobyl montre notamment que depuis la catastrophe :

- la morbidité générale des enfants s'est sensiblement accrue en Biélorussie ;
- le phénomène de vieillesse précoce se manifeste clairement : l'âge biologique des personnes vivant de manière permanente dans les territoires contaminés d'Ukraine dépasse l'âge réel de 7 à 9 ans ;
- le syndrome de vieillissement précoce est caractéristique chez les 600.000 liquidateurs qui ont construit le sarcophage de Tchernobyl ; de nombreuses maladies apparaissent chez eux 10 à 15 ans plus tôt que dans la population générale.
- les atteintes génétiques sont clairement mesurables par la détection très répandue d'aberrations chromosomiques. Les conséquences génétiques de la catastrophe atteindront des centaines de millions de personnes ;
- selon les experts, près de 1.500.000 personnes sont menacées par une affection thyroïdienne, le cancer étant la forme la plus grave de ce type d'affection.
- en Biélorussie, l'incidence de toutes les affections cancéreuses a augmenté de 40% entre 1990 et 2000.

Un négationnisme qui s'institutionnalise.

Le lobby nucléaire et les institutions internationales en charge du contrôle nucléaire (AIEA) ignorent ces faits et ont même inventé un nouveau terme pour qualifier les problèmes de santé subis par les populations : la radiophobie. Il est vrai que l'AIEA est aussi

statutairement en charge de la promotion du nucléaire civil.

L'Europe, toujours soumise au traité Euratom, inchangé depuis 1957, n'est pas en reste. Elle accrédite le message suivant : un accident grave dans une centrale nucléaire peut avoir des conséquences importantes mais limitées et, en fin de compte, socialement acceptables. Dans cet esprit, à l'abri de toute médiatisation intempestive, l'Union européenne a contribué à nous préparer à l'inacceptable.

Le projet SAGE (Stratégies pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique pour l'Europe en cas de contamination radioactive à long terme suite à un accident nucléaire) est un projet de recherche européen dont le message est on ne peut plus clair : un accident nucléaire grave est possible en Europe de l'ouest et il faut s'y préparer.

Le projet SAGE a fait suite au projet ETHOS et au programme CORE, ciblés sur la Biélorussie et qui avaient pour but officiel d'améliorer les conditions d'existence des populations vivant en territoire contaminé depuis la catastrophe de Tchernobyl. En réalité, ces deux programmes introduisent le concept de réhabilitation d'un territoire contaminé, laissant ainsi entendre qu'il est possible de rendre vivable une région qui ne l'est pas. Les conclusions de la recherche ont été publiées en 2005.

Plus récemment, l'Agence pour l'énergie de l'OCDE (AEN) s'est exprimée sur la renaissance de l'énergie nucléaire à l'occasion d'un séminaire consacré à la sécurité énergétique (Bruxelles, 2 mars 2010). Pour l'AEN, agence semi autonome de l'OCDE, financée par les Etats (dont la Belgique) la sûreté des réacteurs nucléaires a sérieusement progressé depuis Tchernobyl et le choix du nucléaire est de nature à assurer la sécurité d'approvisionnement des pays de l'OCDE. ( il n'y a pas eu d'accident majeur depuis 24 ans).

Relancer le nucléaire au détriment du renouvelable.

Ce message est aussi celui du gouvernement belge, lequel a décidé, au mépris de la loi de sortie du nucléaire adoptée en 2003, de prolonger de 10 ans la durée de fonctionnement des réacteurs les plus anciens (soit Tihange 1, Doel 1 et 2) préparant ainsi, en toute hypocrisie, le

retour du nucléaire, sous prétexte d'insécurité d'approvisionnement en électricité dès 2015.

Cette soi-disant insécurité repose sur des hypothèses non fondées révélatrices d'une absence de volonté politique visant à maîtriser la demande en électricité.

Or, cette maîtrise est la meilleure réponse au problème des rejets en CO2, le kWh économisé étant le kWh le plus propre et de surcroît le moins coûteux.

Pour ce qui concerne l'approvisionnement, le potentiel de développement de la production d'électricité à partir des ressources renouvelables a été évalué par EDORA (RES industry roadmap) qui prévoit une production de 17.000 GWh /an pour 2015-2016, soit plus que la production des trois unités (Tihange 1, Doel 1 et Doel 2) à mettre hors réseau en 2015. A l'horizon 2020, ce potentiel serait proche de 30.000 GWh / an !

Il est manifeste que le maintien en fonctionnement des plus anciens réacteurs est incompatible avec la montée en puissance des énergies renouvelables, telle qu'envisagée par les industriels du secteur. Ce maintien est tout aussi incompatible avec l'objectif d'amélioration générale de l'efficacité énergétique et de réduction des gaspillages. Enfin, il « oublie » la leçon de Tchernobyl : un accident nucléaire peut dévaster ou rendre inhabitables des régions entières. Cet argument-là, à lui seul, justifie qu'on sorte du nucléaire aussi vite que possible.

Marc Fichers  
Lannoye  
Nature & Progrès

Ezio Gandin  
Amis de la Terre

Paul  
GRAPPE